

Insee Conjoncture

Hauts-de-France



N° 17

Avril 2019

Le chômage au plus bas depuis 2009

Au dernier trimestre 2018, l'emploi salarié reste stable, pour la quatrième fois consécutive. Les secteurs de l'intérim et de l'industrie continuent de perdre des emplois et connaissent une situation plus difficile qu'au niveau national. L'emploi public est également en repli. Inversement, le secteur des services marchands, en particulier celui des activités d'information et de télécommunication, reste créateur d'emplois, tout comme le secteur de la construction où le nombre de permis de construire se maintient, contrairement à la tendance nationale. Les créations d'entreprises s'accroissent ce trimestre et leur nombre frôle le record enregistré début 2010. La fréquentation hôtelière reste au beau fixe. Au final, le taux de chômage atteint son plus bas niveau depuis mi-2009, conforté par la baisse du nombre de demandeurs d'emploi pour le troisième trimestre consécutif.

Audrey Baëhr, Géraldine Caron, Kévin Fusillier, Julien Marache (Insee), Louise Obein (Directcte)

Note de conjoncture régionale – 4^e trimestre 2018

La stagnation de l'emploi salarié se confirme

Les Hauts-de-France clôturent l'année sur une stagnation de l'emploi salarié total, pour le quatrième trimestre d'affilée. Au dernier trimestre 2018, le niveau d'emploi stagne ainsi à 2 021 000 salariés ([avertissement](#)). Sur un an, les pertes nettes d'emplois se chiffrent à 2 400 (– 0,1 %), marquant la fin de la progression, certes contenue, mais continue de ces dernières années. Au niveau national, l'emploi salarié continue par contre de progresser, tant sur le trimestre (+ 0,2 %) que sur l'année (+ 0,6 %).

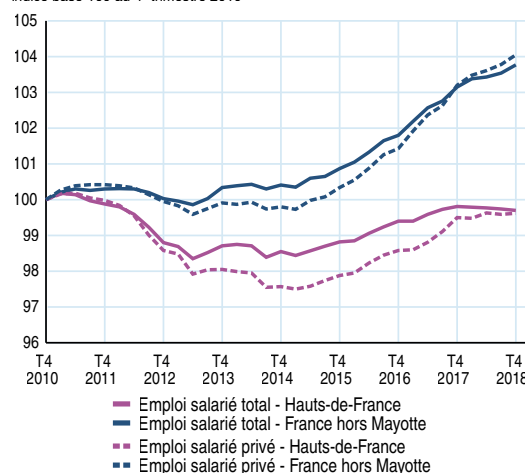
C'est surtout dans le secteur public que le décrochage avec le niveau national s'accroît. Depuis le troisième trimestre 2017, l'emploi public est en repli pour atteindre une baisse de 0,3 % ce trimestre et 0,8 % sur un an alors qu'il reste quasi stable en France (+ 0,0 % et – 0,1 %). Parallèlement, l'emploi privé stagne à 1 528 000 personnes ce trimestre dans la région (+ 0,3 % en France) sous l'effet d'une croissance dans le Nord (+ 0,3 %) et d'une baisse dans les autres départements. Sur un an, l'embellie nationale (+ 0,8 %) ne profite pas totalement à la région (+ 0,1 %), freinée par l'Aisne (– 1,2 %) et la Somme (– 0,7 %).

qu'au niveau national (+ 0,3 %). Il est en hausse dans le Nord (+ 0,5 %) et l'Aisne (+ 0,1 %), stagne dans l'Oise et régresse dans la Somme et le Pas-de-Calais (– 0,2 %). Fin 2018, les services marchands (hors intérim) emploient ainsi 819 200 salariés dans la région.

Les activités de transport et d'entreposage poursuivent leur croissance, principalement dans le Pas-de-Calais (430 des 560 emplois nets créés ce trimestre). Avec 1 500 créations nettes

1 Évolution de l'emploi salarié

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

Les services marchands et la construction restent créateurs d'emplois

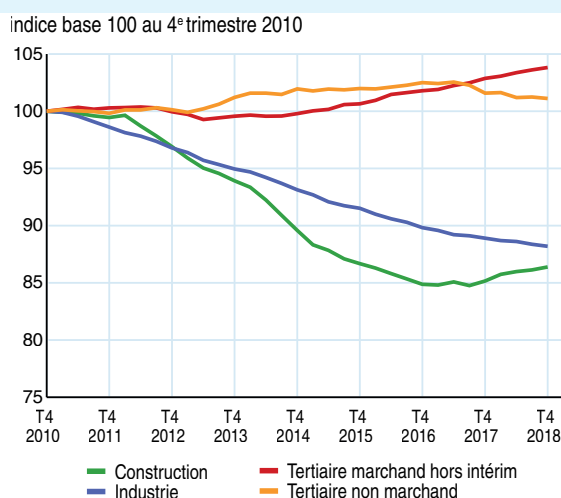
Ce trimestre, l'emploi salarié dans les services marchands (hors intérim) poursuit sa progression, au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 0,2 %) et un peu moins rapidement

d'emplois en 2018, l'hébergement et la restauration ne semblent pas avoir souffert des mouvements sociaux de cette fin d'année (+ 0,4 % ce trimestre).

Sur un an, l'emploi dans les services marchands augmente de 0,9 % (soit 0,3 point de moins qu'au niveau national), grâce au secteur très dynamique des activités d'information et de télécommunication qui a créé 1 400 emplois nets en 2018 (+ 4,0 %), principalement dans des établissements du Nord.

Dans la construction, l'emploi continue d'augmenter pour le cinquième trimestre consécutif pour atteindre 106 100 salariés (+ 0,3 % contre + 0,5 % au niveau national). Le nombre de salariés du secteur augmente dans le Nord (+ 0,4 %), l'Oise (+ 0,3 %), le Pas-de-Calais (+ 0,2 %), la Somme (+ 0,1 %) et stagne dans l'Aisne. Avec 1,5 % de hausse sur un an, la création d'emplois dans la construction demeure toutefois moins dynamique qu'au niveau national (+ 1,9 %).

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim et l'industrie toujours en baisse

Le nombre d'intérimaires (71 700) poursuit sa baisse dans la région ce trimestre (– 1,7 %) mais à un rythme deux fois plus lent qu'au trimestre précédent et comparable au niveau national (– 1,5 %). Ce mouvement concerne tous les départements à l'exception du Nord (+ 1,1 %). Il touche particulièrement l'Aisne (– 7,5 %) qui perd plus de 400 intérimaires, ainsi que la Somme (– 5,4 %). Sur un an, l'emploi intérimaire diminue de 7,4 % dans la région (– 5 800 personnes) contre – 3,3 % au niveau national.

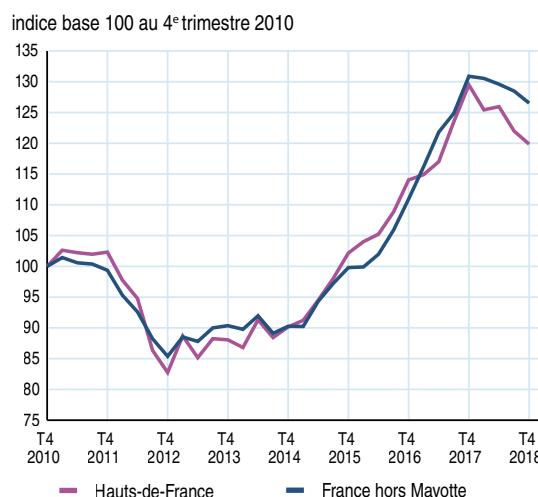
Dans l'industrie, si l'emploi progresse ce trimestre au niveau national (+ 0,2 %), il continue de reculer dans la région (– 0,2 %) mais de façon plus modérée qu'au trimestre précédent (– 0,4 %). Il baisse dans l'Aisne et le Nord, stagne dans l'Oise et le Pas-de-Calais et se redresse dans la Somme (+ 0,4 %).

Sur un an, plus de 2 000 emplois industriels ont de nouveau été perdus dans la région (– 0,8 % contre + 0,3 % pour les effectifs nationaux). En particulier, l'activité de fabrication de matériels de transport résiste davantage au niveau national (+ 0,1 %) que dans les Hauts-de-France (– 1,3 %).

Le taux de chômage le plus faible depuis dix ans

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage atteint 11,0 % de la population active des Hauts-de-France, son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2009. Il diminue de 0,3 point ce trimestre et de 0,1 point sur un an, conformément à l'évolution observée sur l'ensemble du territoire français.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

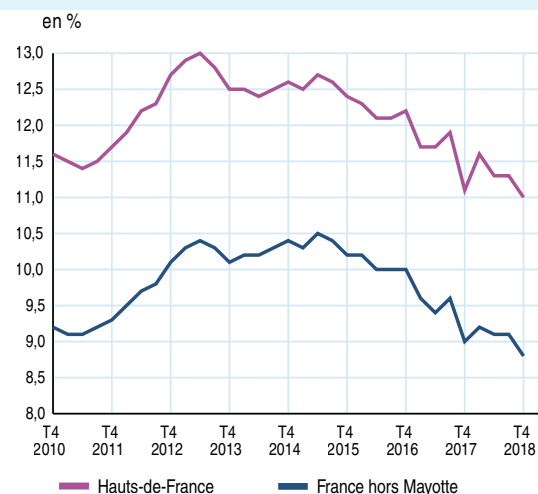


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Tous les départements de la région sont concernés par cette baisse sauf la Somme où le taux de chômage reste quasiment stable (– 0,1 point). Dans ce département, seule la zone d'emploi d'Amiens bénéficie d'une dynamique plus favorable (– 0,1 point) ; ailleurs le chômage stagne ou augmente.

De façon générale, ce sont les zones d'emplois dont le taux de chômage est le plus élevé qui enregistrent une évolution plus favorable à court terme : La Thiérache et Saint-Quentin pour l'Aisne (– 0,5 point ce trimestre) ; la zone de Calais pour le Pas-de-Calais (– 0,7 point) et celles de Maubeuge et Roubaix-Tourcoing pour le Nord (– 0,5 point). Dans l'Oise, le taux de chômage, le plus faible de la région, passe sous la barre des 9 %.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Baisse de la demande d'emploi pour le troisième trimestre consécutif

La baisse de la demande d'emploi de catégories A, B, C se confirme, avec une diminution de 1,0 % à la fin du quatrième trimestre 2018, légèrement plus marquée qu'au niveau national (– 0,8 %).

Cette embellie régionale est portée principalement par les départements de l'Oise (– 1,9 %), du Pas-de-Calais (– 1,3 %) et de l'Aisne (– 1,2 %). Le Nord et la Somme présentent des évolutions moindres (respectivement – 0,8 % et – 0,3 %), mais qui apparaissent

après une situation du marché du travail difficile, notamment pour le Nord qui n'avait pas connu de baisse de la demande d'emploi depuis juin 2016.

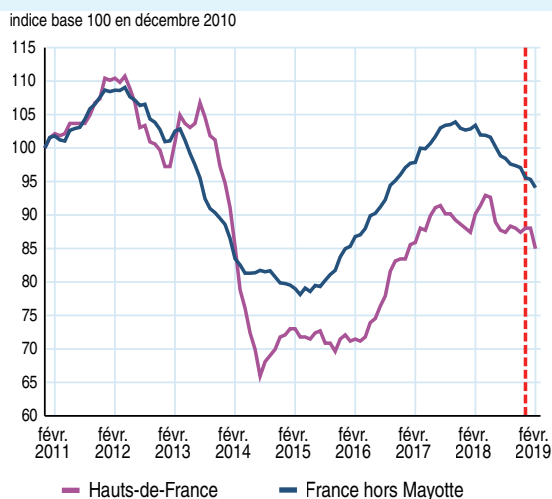
La baisse du nombre de demandeurs d'emploi est particulièrement marquée chez les jeunes ce trimestre (- 2,8 %). La baisse chez les seniors (- 0,5 %), bien que modérée, est à souligner car exceptionnelle, aucune baisse n'ayant été observée depuis l'été 2008.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus) ne bénéficient pas en revanche de l'amélioration du marché du travail : leur nombre n'a cessé de croître ces deux dernières années. Leur part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région continue d'augmenter pour atteindre 51 %, taux encore jamais atteint.

Maintien du nombre de permis de construire délivrés

Le nombre de permis de construire des logements neufs s'élève à 28 700 sur l'année 2018, soit un niveau identique à 2017. Les trois quarts des autorisations ont été délivrées dans le Nord (53 %) et le Pas-de-Calais (23 %). L'indicateur reste cependant dynamique au regard des valeurs régionales atteintes en 2014-2015 et de la tendance nationale (- 6,9 % entre 2017 et 2018). Cette situation résulte surtout d'une hausse des autorisations dans l'Aisne (+ 7,8 %) et dans le Nord (+ 6,7 %) qui compense le recul important dans la Somme (- 14,3 %) et l'Oise (- 15,4 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



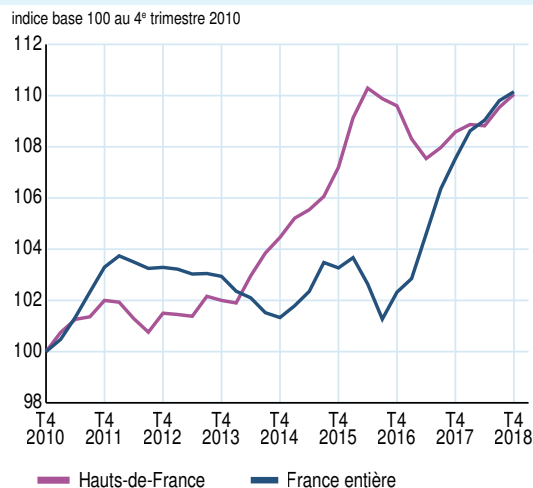
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SoeS, Sit@del2.

Parallèlement, le nombre de mises en chantier continue de diminuer dans les Hauts-de-France (- 4,9 %) comme en France (- 4,0 %), pour atteindre fin décembre 23 700 unités cumulées sur douze mois. La forte progression enregistrée dans l'Oise (+ 27,0 %) ne suffit pas à contrebalancer le repli dans les autres départements (de - 6,5 % dans le Nord à - 13,0 % dans la Somme).

L'activité hôtelière toujours portée par la clientèle étrangère

L'hôtellerie dans les Hauts-de-France termine l'année 2018 sur une note positive. Ainsi, au cours du dernier trimestre 2018, les hôtels de la région ont enregistré 2,2 millions de nuitées, soit une hausse de 2,0 % par rapport à la même période en 2017 (+ 1,5 % en France métropolitaine). Ces bons résultats proviennent exclusivement de la fréquentation des résidents étrangers (+ 10,7 % des nuitées), celle des résidents français diminuant de 0,7 %. La région a particulièrement attiré les touristes originaires des Pays-Bas (+ 36,5 %, soit 11 300 nuitées supplémentaires) et du Royaume-Uni (+ 17,9 %, + 27 000 nuitées). La fréquentation des résidents allemands est

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4e trimestre 2010.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

également en hausse (+ 7,9 %, + 3 100 nuitées). Enfin, dans le contexte des Commémorations de la Première Guerre Mondiale, les nuitées australiennes ont plus que doublé avec 4 200 nuitées supplémentaires par rapport au dernier trimestre 2017.

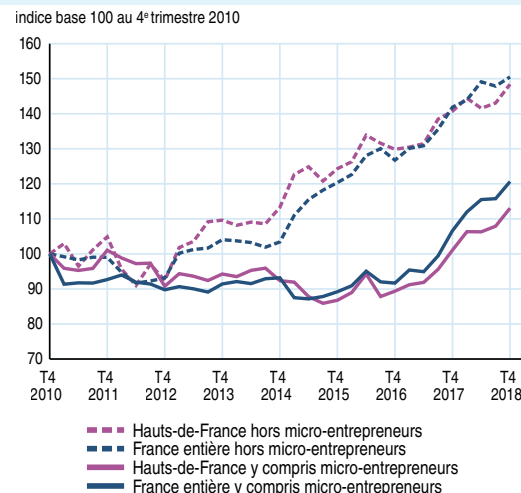
Au niveau départemental, les hôtels de l'Oise se démarquent par une forte hausse de leur fréquentation de 8,1 %. Dans le Nord et la Somme, l'activité hôtelière progresse également (+ 2,9 % et + 1,4 %), contrairement au Pas-de-Calais (- 0,7 %). Enfin, dans l'Aisne, après un très bon quatrième trimestre 2017, le volume des nuitées vendues recule de 5,2 %.

Sur l'ensemble de l'année 2018, la fréquentation hôtelière a progressé de 1,4 % dans les Hauts-de-France contre + 2,2 % au niveau national. Les départements de l'Oise (+ 7,6 %) et de la Somme (+ 2,8 %) profitent le plus de cette conjoncture favorable.

Accélération des créations d'entreprises ce trimestre

Le regain des créations d'entreprises observé depuis l'été 2016 s'accroît ce trimestre sur l'ensemble du territoire national. Dans la région, elles progressent de 4,8 % par rapport au trimestre précédent (+ 4,2 % en France) pour atteindre 10 300 unités, soit quasiment le record enregistré début 2010 avec 10 800 immatriculations. Sur un an, les créations d'entreprises ont crû de 11,8 %, 1,3 point de moins qu'au niveau national (+ 13,1 %).

7 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Cette hausse est essentiellement due à l'essor des immatriculations sous le régime du micro-entrepreneur qui représentent désormais 44 % des créations d'entreprises. Celles-ci s'accroissent de 6,1 % sur le trimestre et de 21,2 % sur un an. Les créations d'entreprises « classiques » sont plus vigoureuses qu'en France ce trimestre : + 3,7 % contre + 1,8 %. Sur un an, l'évolution (+ 5,5 %) est proche de la tendance nationale (+ 6,1 %).

Parallèlement, près de 4 300 redressements ou liquidations judiciaires sont prononcés ce trimestre, en données brutes. Leur nombre progresse de nouveau, comme c'est le cas depuis le début de l'année dans la région : + 1,7 % sur trois mois et + 3,0 % sur un an. En France, la tendance est à la stabilisation sur les trois derniers mois (+ 0,7 %) et au repli sur un an (- 1,2 %). ■

AVERTISSEMENT

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Contexte national : L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+ 0,4 % de croissance par trimestre après + 0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,1 % à mi-année, après + 1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

Contexte international : L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de + 0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du *Brexit* perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de *Hard Brexit* intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le *shutdown* pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769 59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :
Solène Hilary

ISSN 2492-4377
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « [L'emploi reste atone, plombé par l'interim](#) », *Insee Conjoncture Hauts-de-France* n° 16, janvier 2019.
- « [Au 2^e trimestre 2018, l'emploi salarié se stabilise grâce au secteur privé](#) », *Insee Conjoncture Hauts-de-France* n° 15, octobre 2018.
- « [Bilan économique 2017 – Hauts-de-France](#) », *Insee Conjoncture Hauts-de-France* n° 13, juin 2018.
- « [Soutiens budgétaires en zone euro, sur fonds de tension](#) », *Note de conjoncture, Insee*, mars 2019.
- [Tableau de bord de la conjoncture des Hauts-de-France](#) sur Insee.fr

